

Burundi : le paludisme devient un problème majeur de santé publique

@rib News, 28/07/2016 â€“ Source Xinhua Les députés membres de la Commission des Affaires Sociales, du Genre, du Rapatriement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre le Sida viennent de faire une descente dans toutes les provinces du pays pour se rendre compte de l'état des lieux du paludisme au Burundi et ont constaté qu'il est devenu un problème majeur de santé publique. Cela se trouve dans un rapport qu'ils ont présenté jeudi devant leurs collègues de la Chambre basse du parlement jeudi.

Ainsi, constate Banyikwa Adolphe, président de la Commission, "le paludisme est devenu un problème majeur de santé publique (...) et les députés ont pu constater que le paludisme n'est plus une maladie de la plaine de l'Imbo (ouest du pays, ndr), mais plutôt un fléau national". Tout en indiquant que la situation actuelle n'est plus celle qu'elle était avant, le rapport fait savoir que les provinces les plus touchées actuellement seraient Gitega (centre du pays), Kayanza, Kirundo, Muyinga et Ngozi (toutes du nord du pays). Les députés ont trouvé dans les différents districts sanitaires visités dans les 18 provinces du pays, que l'évolution du paludisme a presque doublé ou triplé par semaine selon les Centres de Santé (CDS) par rapport à la situation qui prévalait en l'an 2015. Dans la province de Gitega (centre), les cas de paludisme en 2015 étaient de 122.138 jusqu'au mois de mai alors qu'ils se comptaient à 499.696 pour la même période en 2016 et 276 cas de décès dus au paludisme ont été enregistrés durant le premier semestre 2016. Dans le District sanitaire de Gashoho (nord du pays) qui a été choisi pour être un centre pilote de prise en charge communautaire du paludisme, il a été constaté que les consultations médicales atteignent plus de 60% par rapport à toutes les pathologies consultées. Après ce constat que le nombre de cas de paludisme continue à augmenter surtout à l'intérieur du pays, tout en reconnaissant les efforts du gouvernement d'éradiquer le paludisme, les députés ont trouvé indispensable de formuler des questions à adresser prochainement au ministre en charge de la santé publique.